

Fiche de lecture : **"PRODUIRE DE LA RICHESSE AUTREMENT"**
(sous la direction de Julie Duchatel et Florian Rochat ; CETIM – 2008)

OBJET DU LIVRE :

Inciter les mouvements sociaux / de gauche à s'intéresser aux expériences d'économie sociale et solidaire (ESS), considérées comme des "laboratoires sociaux contre la désespérance et l'uniformité" :

- Présenter un éventail d'expériences d'ESS, issues du Nord comme du Sud ;
- Présenter quelques éléments et pistes de réflexion sur l'ESS et des enseignements généraux tirés de ces expériences.

QUELQUES EXEMPLES D'EXPERIENCES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Amérique Latine :

* *Argentine* : Le mouvement d'unité populaire (MUP) : un mouvement de chômeurs réclamant du travail aboutit finalement à développer localement des activités productives autogérées (agriculture, artisanat).

Argentine – Zanon : usine de céramique récupérée ; production sous contrôle ouvrier, y compris la conception.

* *Pérou* : Villa el Salvador (VES) : développement local endogène d'un bidonville, sous l'impulsion des groupes de femmes et des associations de quartier : construction d'écoles, de garderies, de cuisines communautaires ; formation d'assistants médicaux faisant du porte à porte, centre de soutien / services aux micro et petites entreprises. Budgets participatifs.

* *Vénézuela* : la politique du président Hugo Chavez en faveur de l'économie sociale et solidaire : appui des initiatives locales par des organisations de conseil et des institutions de micro-finance.

Asie

* *Bangladesh* : Nigera Kori : organisation développant dans les villages une micro-épargne ; Samata : mouvement de paysans sans-terre, qui identifient, occupent et cultivent des terres publiques spoliées ; Ubinig : mouvement pour l'agriculture biologique et la souveraineté alimentaire : impulse la conversion de villages en AB (mutualisation des semences, polyculture...).

* *Inde* : Basix : organisme de micro-finance "capitaliste", mais qui vise à revivifier les infrastructures rurales de production (animation et financement) ; Assefa : mouvement agissant pour un développement économique alternatif en milieu rural, notamment via une micro-finance "communautaire"

Afrique

* *Bénin* : le CADD : système d'épargne-crédit géré par des femmes, finançant des investissements pour l'activité artisanale (prêts à taux réduits – 2%) ; les bénéfices sont affectés à des programmes d'alphabétisation et d'éducation.

Europe de l'Ouest

* *France* : Longo Maï : réseau de coopératives autogérées (élevage, agriculture, artisanat et petite industrie ; produits en vente directe ou via des AMAP) ; mise en communs des revenus et des terres ; recherche d'autonomie ; actions et campagnes politiques en réseau avec d'autres acteurs.

* *Espagne* – Mol-Matric : usine de matricage récupérée et transformée en coopérative ; solidarité au sein de la coopérative (ex : consentement à moins de bénéfices pour la survie de l'entreprise) et vis à vis de l'extérieur (1% des bénéfices est donné à des projets dans le Sud)

* *Espagne* : Mondragon : groupe de coopératives qui sont propriétés des ouvriers ; 7ème groupe industriel espagnol ; 80 000 salariés ; démocratie d'entreprise, solidarité et efficacité économique ; le groupe a sa propre banque, son propre fonds d'investissement ; éventail salarial de 1 à 6

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'ESS regroupe en fait des initiatives très variées ; il est difficile d'en donner une définition satisfaisante. Au Venezuela, l'ESS est définie comme système de production, de transformation et de circulation des biens et des services visant à satisfaire les besoins sociaux, par des relations de production justes, économiquement viables, écologiquement durables et respectueuses de la diversité culturelle.

L'ESS est une économie qui associe des gens pour entreprendre autrement ; la solidarité et l'utilité sociale en constituent des piliers essentiels, et non le capital. C'est une économie réencastrée dans le social et le politique.

Principales caractéristiques

- Mise en œuvre d'activités :
 - autonomes,
 - collectives,
 - en réponse directe aux besoins de survie économique de leurs initiateurs et participants,
 - organisées selon un principe égalitaire,
 - impliquant un nombre relativement grand de personnes,
 - sans attendre un contexte politique et économique plus favorable.
- Conscience claire du caractère injuste du système dominant et de son nécessaire dépassement
 - refus du sort imposé par les lois du marché ; participation résolue à une activité alternative, novatrice, en rupture avec le système ;
 - volonté d'alternative (au niveau des modalités d'organisation, de la finalité de la production, du rapport à la communauté locale, des rapports à l'environnement, du rapport à la concurrence, de l'inscription dans les mouvements sociaux et politiques, du rapport à l'Etat...).Les expériences d'ESS induisent souvent la construction d'une conscience politique dans les communautés.

Une approche pragmatique

Les projets sont motivés par la survie ; ils diffèrent donc de ceux dont la motivation est idéologique, intellectuelle, ou spirituelle ; ils sont plus pragmatiques (utopie concrète). Le changement n'est pas que souhaitable : il est nécessaire, vital... Cela induit également que les gens peuvent adhérer en masse à ces alternatives, non par idéologie, mais parce qu'elles fonctionnent mieux que l'Etat ou le marché.

Une recherche d'autonomisation

Les initiatives d'ESS ont pour but de répondre aux problèmes économiques et sociaux : problème structurel de la pauvreté, mal développement, accroissement des inégalités sociales et économiques, imposition des "programmes d'ajustement structurel", politiques de déréglementation, ouverture des marchés, privatisations... L'ESS correspond à une émancipation, à une recherche d'autonomisation (ou empowerment). Les gens mettent sur pied ces expériences parce que les Etats et le marché sont incapables de répondre à ces problèmes ; ils n'attendent (plus) rien de l'Etat ; le sentiment vis à vis du système politique en place est la lassitude ou la méfiance. Les gens se tournent vers le secteur associatif qui, lui, invente des modes de participation et de production. Les actions sont ainsi souvent menées à l'écart des partis politiques et des institutions.

Poussés par la nécessité de satisfaire les besoins quotidiens, les personnes s'unissent, discutent, élaborent des projets ; elles adhèrent par besoin et se politisent ensuite.

L'importance accordée à la démocratie (directe, participative..) et à l'autogestion

La démocratie constitue dans ces expériences un principe de fonctionnement et une valeur de base. Toutes les personnes engagées dans ces expériences sont actrices du mouvement, qu'elles aient ou non une expérience en la matière, qu'elles soient ou non politisées, qu'elles aient ou non conscience de leur "droit" à intervenir dans les affaires publiques ; ces expériences permettent l'exercice de la citoyenneté à des personnes qui en étaient souvent privées à cause de leur statut économique (cas des castes en Inde, mais aussi dans le cas de régimes dits démocratiques). Ces expériences procèdent à une véritable réinvention de la démocratie.

Cela passe par la création de différentes "institutions" : assemblées, commissions, coordinateurs, délégués... L'organisation est horizontale (pas de hiérarchies) ; les directions sont collégiales ; les décisions sont aux mains des travailleurs, selon des principes de confiance mutuelle et de co-responsabilité. Les personnes occupant des postes à responsabilité doivent rendre des comptes.

Il subsiste cependant des rapports de pouvoir, du fait de la division technique du travail. Il faut les gérer, par exemple via la rotation des postes à responsabilité ou le contrôle des dirigeants.

Visées / valeurs

- Égalité → dans la prise de décision, dans les salaires ; idée d'harmonie collective ; rupture avec le système dominant, générateur et reproducteur des inégalités ;
- Solidarité → ces expériences montrent une voie pour "s'en sortir", collectivement ; une voie opposée donc à la règle prédominante du "chacun pour soi" ;

- Défense des plus démunis / faibles ;
- "Tolérance" : acceptation des différences et des diverses identités (ethnique, religieuse...);
- Partage des connaissances et des expériences ;
- Préoccupations écologiques.

Revendications

Propriété des moyens de production, droit à une vie digne, souveraineté alimentaire, lutte contre le patriarcat.

Un ancrage fort dans le tissu social local

L'activité permet de construire du tissu social, et de diffuser des valeurs de solidarité. Ce faisant, ces expériences donnent aussi un autre sens à la production en l'insérant dans la vie du quartier ou de la communauté ; on ne produit pas pour un patron mais pour toute une communauté, dans laquelle l'entreprise / l'usine est insérée et vit. Souvent, une partie des produits ou des bénéfices issus de l'activité d'une usine est redistribuée à la communauté (dons financiers ou en nature aux hôpitaux, écoles..).

L'importance des femmes dans les dynamiques

Les femmes sont souvent à l'origine de ces expériences, ou elles les investissent largement. Les projets correspondent souvent à une recherche d'émancipation des femmes ; les rapports de genre y sont souvent remis en question.

Le changement du travail

Renforcement des liens sociaux à l'intérieur de l'entreprise (cf. les assemblées générales, les réunions informelles, les discussions, le partage du savoir...).

Le travail devient une satisfaction, et plus seulement une obligation.

Avec la démocratie d'entreprise, les travailleurs deviennent responsables de leur activité ; leur travail est clairement reconnu comme la richesse première de leur entreprise, sans laquelle rien n'est possible.

Organisation différente du temps de travail pour permettre aux travailleurs de participer aux processus de prise de décision. [les témoignages rapportés dans le livre n'indiquent cependant pas si les cadences de travail sont plus douces que dans les entreprises "traditionnelles"]

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : ENSEIGNEMENTS ET PISTES DE RÉFLEXION

Difficultés rencontrées par les expériences d'ESS

- vaincre la réticence ou l'opposition du pouvoir économique et politique en place vis à vis des démarches d'autogestion / d'auto-gouvernement ;
- se maintenir dans un univers économique concurrentiel / être compétitif (Rq : pour les coopératives, les prix plus faibles constituent un facteur de compétitivité).

Risques / points de vigilance

- Récupération, institutionnalisation, instrumentalisation des mouvements sociaux par le gouvernement (neutralisation de leur potentiel de changement social, adoucissement de leur profil subversif, contrôle des initiatives populaires) ;
- Attention à ce que l'activité ne finisse pas par devenir une nouvelle forme du capitalisme ;
- Pour les coopératives : veiller à une bonne intégration des salariés non coopérateurs ; attention à la concurrence entre coopératives ;
- Pour le micro-crédit, attention à ne pas constituer un "capitalisme des centimes" ; les taux d'intérêts sont souvent beaucoup plus élevés que dans les banques "traditionnelles" (jusqu'à 40 % !), d'où le risque de surendettement, faisant perdurer la dépendance des pauvres.

Conditions pour l'émergence et le développement des expériences d'ESS

Le développement de l'ESS peut nécessiter le recours à l'Etat pour :

- créer de nouvelles formes juridiques adaptées à ces entreprises (à l'échelle européenne par exemple, et pour les sociétés coopératives en particulier) ;
- garantir la possession des entreprises récupérées ;
- faciliter les démarches administratives.

Pour assurer la longévité des expériences d'ESS, il est indispensable :

- de former les gens à la gestion de l'activité, et de partager le savoir ;
- d'intégrer des stratégies et des visions à long terme, et une approche globale ;
- prendre position concernant les conditions cadre du système international (règles de l'OMC, propriété intellectuelle, spéculation...) ; ce système doit être clairement visé et dénoncé.

Besoin d'un réseau mondial ? La concurrence mondiale des entreprises capitalistes menace perpétuellement les expériences d'ESS. Une des réponses pourrait être de construire un réseau mondial des acteurs de l'ESS (en particulier pour les entreprises récupérées et pour les coopératives) pour : partager les expériences, renforcer les liens, devenir une plate-forme de lobbying, renforcer la pertinence et la légitimité des expériences d'ESS (voir le réseau RIPESS décrit dans le livre).

La création de ce réseau signifierait pour les acteurs de l'ESS prendre conscience de la dimension et de l'impact des expériences, aller au delà du cadre local de l'expérience.

Question de la prise du pouvoir

Dans les expériences d'ESS, la prise du pouvoir d'Etat n'est pas / plus considérée comme une condition préalable aux changements sociaux ; elles s'organisent ici et là sans attendre de changement politique favorable. Le changement du système n'est au mieux qu'une visée à très long terme. Pour autant la question se pose de savoir quand et comment reconnaître que l'heure est venue de prendre le pouvoir, pour un changement politique global. Les personnes impliquées dans les pratiques d'ESS doivent se poser cette question de leur rapport au pouvoir, pour faire perdurer ou généraliser leurs expériences.

Remarque : indépendamment de la question de la prise du pouvoir, un changement global, une autre société, requièrent un changement des mentalités ; or les expériences d'ESS contribuent largement à ce changement, en démontrant qu'il est possible de produire de la richesse autrement.

Pistes pour une alternative macro-économique au capitalisme

- un secteur de la propriété coopérative ;
- des services et des entreprises publics (démocratiser leur gestion) ;
- des pouvoirs politiques de gauche aux niveaux régional, national, international ;
- des syndicats luttant également pour la participation des travailleurs à la gestion des "entreprises" (droit autogestionnaire), et promouvant la responsabilité sociale des entreprises.

CONCLUSION

L'économie sociale et solidaire n'est pas une solution à elle toute seule aux problèmes du mal-développement et de la mondialisation, mais ses principes et valeurs sont subversifs et préparent le retour du politique dans l'économie, et donc la reprise en main du destin commun ; elles représentent un espoir ; il faut multiplier ces initiatives afin de créer un nouvel environnement.